



MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Règlement de la consultation

Acheteur :

Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique
Secrétariat général
Direction des affaires financières
Service des achats et du soutien
Sous-direction de l'environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)
Grande Arche – paroi sud
92 055 La Défense cedex

Numéro de la consultation : SG_SAD3_045-24

Objet de la consultation : La présente consultation a pour objet la réhabilitation et l'amélioration des systèmes de traitement de l'air de la tour sequoia à Puteaux.

Date et heure limites de réception : le **22 septembre 2025 à 12h00** (heure locale de l'adresse du RMO)

Sommaire

ARTICLE 1- MAITRE D'OUVRAGE	4
ARTICLE 2- OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3- CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 Procédure de passation	4
3.2 Allotissement	4
3.3 Durée du marché	4
3.4 Lieu d'exécution	5
3.5 Nature de l'attributaire	5
3.6 Variantes	5
3.7 Considérations sociales : insertion par l'activité économique	5
3.8 Considérations environnementales	6
3.9 Contenu des documents de la consultation	6
3.10 Echanges électroniques (candidature et offre)	9
3.11 Visite sur site obligatoire	10
ARTICLE 4- CANDIDATURE	10
4.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance	10
4.1.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques	10
4.1.2 Précisions concernant la sous-traitance	11
✓ 4.2 - Motifs d'exclusion	11
4.3 Présentation de la candidature	11
4.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)	12
4.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2	12
4.4 Niveaux minimaux de participation	12
4.5 Tâches essentielles	13
4.6 Examen des candidatures	14
4.7 Documents à fournir au titre de la candidature	14
ARTICLE 5- OFFRE	15
5.1 Présentation de l'offre	15
5.2 Examen des offres	15
5.3 Critères d'attribution	15
5.4 Méthode de notation des offres	16
5.4.1 Critère 1 : Valeur technique des prestations	16
5.4.2 Critère 2 : Prix	17
5.4.3 Note finale	17
5.5 Durée de validité des offres	17
6 ATTRIBUTION DU MARCHE	17
6.1 Interdiction d'attribution	18
6.2 Signature du marché	19
7 LANGUE	19
8 CONTENTIEUX	19
9 MODALITES DE SIGNATURE	19
9.1 Signature manuscrite	19
9.2 Signature électronique	19
ARTICLE 10 – ANNEXES	21

PRÉAMBULE : Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination

Dans le prolongement des avancées de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, le pôle ministériel est engagé dans une démarche en faveur de la diversité professionnelle et pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Le protocole pour l'égalité entre les femmes et les hommes, signé le 23 octobre 2019 entre les ministres et les représentants des personnels prévoit l'intégration de la lutte contre les discriminations dans la commande publique ministérielle.

Cette démarche, s'inscrit dans le cadre des labels « Diversité » et « Égalité » décernés par l'Agence française de normalisation (AFNOR). Ces labels ont pour objectif de prévenir les discriminations et de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé, en matière de gestion des ressources humaines et dans le cadre des relations avec les fournisseurs, les partenaires et les usagers. Les ministères sont actuellement labellisés.

Au-delà du respect des dispositions déjà incluses dans la présente consultation, le Secrétariat général est également sensible aux actions conduites par ses prestataires, dans ce domaine, au sein de leur entreprise.

Dans cette optique, un questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est joint en annexe du présent règlement de consultation (RC).

Il sera demandé à l'attributaire/titulaire de le compléter et de le transmettre selon les modalités prévues dans le questionnaire.

Les réponses que vous voudrez bien nous fournir nous serviront à recueillir des bonnes pratiques susceptibles d'être partagées mais ne seront, en aucune façon, utilisées pour la sélection des candidatures et des offres, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

De même, l'absence de réponse n'aura aucune incidence sur l'exécution du marché.

Article 1 - MAITRE D'OUVRAGE

Le présent marché est porté par :

Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique
Secrétariat général
Direction des affaires financières
Service des achats et du soutien
Sous-direction de l'environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)
Grande Arche – paroi sud
92 055 La Défense cedex

Il est représenté par le chef du département de l'immobilier opérationnel (SETI3).

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la réhabilitation et l'amélioration des systèmes de traitement de l'air de la tour sequoia à Puteaux.

Le marché est un marché de Travaux.

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale : 45259900 : Modernisation d'installations

CPV secondaire : 45331210 : Travaux d'installation de ventilation.

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

3.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

Ce marché fait l'objet d'une opération globale. Cette phase 2 est encadrée par un précédent marché MOE.

3.3 Durée du marché

La durée du marché est de 24 mois ferme à compter de sa notification comprenant :

2 mois de préparation, et l'exécution des travaux

3.4 Lieu d'exécution

Les prestations ont lieu dans la Tour Séquoia des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique situées à la Défense dans les Hauts-de-Seine (92).

3.5 Nature de l'attributaire

Le présent marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

3.6 Variantes

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les variantes.

3.7 Considérations sociales : insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

3.8 Considérations environnementales

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Réduction de l'empreinte environnementale dans la propre action du titulaire et dans la réalisation des travaux au travers d'actions sur les modalités de livraison et de déplacement des collaborateurs, sur l'utilisation des outils, sur la mise en place de méthodes spécifiques, etc ;
- Échanges électroniques privilégiés ;
- Transmissions et stockage de documents dématérialisés ;
- Tri des déchets systématique avec recherche d'une valorisation dès lors qu'elle est possible,
- Utilisation de produits de base à faible empreinte environnementale dès lors que cela est possible,
- Utilisation de produits revalorisés et intégration dans les fabrications de produits recyclés.

3.9 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation et ses annexes ;
- les annexes au règlement de consultation :
 - Annexe 1 : Étiquette à coller (à la fin du présent document) ;
 - Annexe 2 : Questionnaire égalité diversité ;
 - Annexe 3 : Déclaration Attributaire Russie ;
 - Annexe 4 : RC-Annexe Cadre SOGED
- le cahier des clauses administratives particulières ;
- l'acte d'engagement ;
- Les annexes à l'acte d'engagement ;
 - Annexe 1 : La décomposition du prix global et forfaitaire ;
 - Annexe 2 : L'annexe à l'acte d'engagement relative aux clauses sociales
- le cahier des clauses techniques particulières ;
- les annexes au cahier des clauses techniques particulières :
 - **Les pièces graphiques :**
 - Annexe 1 : 19-1211_DCE2_PLAN_DP1;
 - Annexe 2 : 19-1211_DCE2_PLAN_DP4
 - Annexe 3 : 19-1211_DCE2_PLAN_TCE01 ind H;
 - Annexe 4 : 19-1211-DCE2-CVC02-VENTILATION PROJET
 - Annexe 5 : 19-1211-DCE2-CVC03 ind-E_SP Hydraulique des CTA
 - Annexe 6 : 19-1211-DCE2-CVC04 ind-C_SP GF
 - **La convention BIM :**
 - Annexe 8 : 19-1211 DCE2 Convention BIM ;
 - Annexe 9 : 19-1211 DCE2 Annexe Convention BIM.

• **Plans existants CVCP :**

- Annexe 13 : CL 12004 M - Plan de RDR 2 niveau 57.38 ;
- Annexe 14 : CVC I2 D404 B - AUDITORIUM FOYER ;
- Annexe 15 : CVC LT CL2 & CL4 - CTA & ECS ;
- Annexe 16 : CVC SY 02067E - PLAN FOYER & AUDITORIUM ;
- Annexe 17 : CVC SY 2006 D - Plan de synthese des reseaux R32 ;
- Annexe 18 : CVC SY 2021 G - PLAN RDD VENTILATION ;
- Annexe 19 : CVC SY 2027 H - Plan de synthese des reseaux cuisine et restaurant ;
- Annexe 20 : CVC ZZ 900F - SYNOPTIQUE AERAULIQUE AIR NEUF CTA ;
- Annexe 21 : CVC ZZ901D SYNOPTIQUE CTA SOUF PERMANENT & SECURITE.
- Annexe 22 : ESPL-CG-P-EX-EE-FO104-A_Plan Guide Genie Civil Poste Transfo,
- Annexe 23 : PLAN DETAILS BANQUETTE METALLIQUE SUR RADIATEURS HALL AVEC COTATION
- Annexe 24 : 19-1211-DCE2-CVC01-EXISTANT R1-T-65

Principes généraux sur les échanges électroniques

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>).

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au maître d'ouvrage.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde électronique

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par le maître d'ouvrage.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique.

Secrétariat général

SG-DAF-SAS-SAD3 (22N50)

Grande Arche – paroi sud

92 055 La Défense cedex

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

3.10 Echanges électroniques (candidature et offre)

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile **au plus tard 10 jours avant la date de réception**, sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 15 avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

3.11 Visite sur site obligatoire

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats doivent obligatoirement visiter le site.

Pour procéder à cette visite, les candidats doivent contacter :

Nom, Prénom : Yoann LE GUEN

Numéro de téléphone : 01 40 81 99 71 / 06 19 04 00 16

Adresse électronique : Yoann.Le-guen@developpement-durable.gouv.fr

A l'issue de cette visite, ils reçoivent une attestation de visite. **Les candidats joignent cette attestation dans leur réponse à la consultation.**

L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire sera éliminée.

La date limite de visite est fixée au : **16 septembre 2025**

Article 4 - CANDIDATURE

4.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

4.1.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

La forme du groupement n'est pas imposée. Chacun des membres du groupement est engagé sur la partie des prestations qui lui est attribuée par le marché.

4.1.2 Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

4.2 - Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation du maître d'ouvrage, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le maître d'ouvrage qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande du maître d'ouvrage, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

4.3 Présentation de la candidature

Dans le cadre de la consultation, le maître d'ouvrage autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

4.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

4.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants

Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement

- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

4.4 Niveaux minimaux de participation

L'acheteur fixe les niveaux minimums de capacité suivants :

- **Capacités économiques :**

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel général et le chiffre d'affaires annuel concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

Niveau minimal attendu en termes de **CA annuel général : 2 (deux) millions d'euros**. En cas de groupement et/ou de sous-traitance, ce CA annuel général sera calculé sur la base des CA de l'ensemble des membres du groupement et/ou des sous-traitants.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

- Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A / Expérience :

La présentation d'une liste d'au moins trois références portant sur les principales prestations similaires à l'objet du marché, effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les entreprises nouvelles peuvent fournir tout autre élément permettant à la personne publique d'évaluer leurs compétences.

B / Capacités professionnelles :

* Une présentation succincte de la société dans laquelle il pourra être fait état de l'importance du secteur d'activité de l'organisme dans le domaine objet du marché, par rapport aux autres domaines d'interventions. Cette présentation pourra également présenter les caractéristiques des clients du titulaire sur le domaine objet du marché.

* Le candidat est invité, s'il en détient, à transmettre ses certificats de qualifications professionnelles et ses certificats de qualité, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes (exemple : certificat QUALIBAT, certificat QUALIFELEC).

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C / Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

4.5 Tâches essentielles

Le marché peut faire l'objet d'une sous-traitance.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire ou par l'un des membres du groupement et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Remplacement des centrales de traitement de l'air en milieu occupé.

4.6 Examen des candidatures

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Si le maître d'ouvrage constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

4.7 Documents à fournir au titre de la candidature

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque le maître d'ouvrage peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs déjà transmis au maître d'ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, le maître d'ouvrage en demande communication au candidat.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- La présentation de la société ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banque(s) ou, le cas échéant, la preuve d'une assurance des risques professionnels ;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants mentionnant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les pour chacune des trois dernières années ;
- Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- Les attestations ou certificats de qualifications professionnelles ;

Article 5 - OFFRE

5.1 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, et à signer par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) à compléter sans modification. Seules les colonnes quantité et prix unitaire sont à compléter peuvent être modifiées (les informations relatives à la colonne prix total seront automatiquement générés dès que les colonnes quantité et prix unitaire seront renseignées ;
- Le mémoire technique complété par le candidat. Ce mémoire technique devra indiquer les caractéristiques exactes des matériels installés avec une fiche produit à l'appui, la méthodologie d'intervention et l'organisation prévue pour le chantier et les différentes zones de travail ; les dispositions prises pour réduire au maximum les nuisances de chantier et la gestion des accès et des livraisons, la composition de l'équipe et les CV associés. L'expérience des techniciens sur des travaux similaires devra également être indiquées.
- Un calendrier d'exécution des prestations ;
- La part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises ;
- La demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ;
- Le cadre SOGED ;
- L'annexe 2 « Questionnaire égalité diversité » complétée ;
- L'annexe 3 « Déclaration Attributaire Russie » complétée et signée ;
- L'annexe 2 à l'acte d'engagement relative aux clauses sociales complétée et signée ;
- L'attestation de visite du site.

5.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Le maître d'ouvrage peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre uniquement dans le cas où il a pris la décision de ne pas procéder à un tour de négociation et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou après négociation pour les seules offres finales. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

5.3 Critères d'attribution

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection pondérés suivants :

Critères		
Critère 1	Valeur technique des prestations : Sur 50 points	Pondération

	Sous-critère 1 :	Les matériels proposés ; <i>Sur 20 points</i> <i>Apprécié au regard des caractéristiques techniques des matériels proposés</i>	40%
	Sous-critère 2 :	La méthodologie proposée ; <i>Sur 20 points</i> <i>Appréciée à partir du mémoire technique présentant notamment :</i> <i>a) La méthodologie d'intervention et l'organisation prévue pour le chantier et les différentes zones de travail ;</i> <i>b) Les dispositions prises pour réduire au maximum les nuisances de chantier,</i> <i>c) La gestion des accès et des livraisons,</i>	
	Sous-critère 3 :	Composition et compétences de l'équipe ; <i>Sur 10 points</i> <i>Appréciée sur la base de l'organisation de l'équipe dédiée, des CV des membres de l'équipe et des compétences proposées par le candidat</i>	
Critère 2	Prix des prestations : Sur 50 points <i>À partir du prix indiqué dans la DPGF</i>		60%

Des exigences minimales quant à l'évaluation technique sont prévues pour le sous-critère 1 « matériels proposés ».

5.4 Méthode de notation des offres

5.4.1 Critère 1 : Valeur technique des prestations

Pour l'ensemble des sous-critères, les items sont notés sur 4 points comme suit :

4 points : la note de 4 est attribuée à une réponse très satisfaisante au regard du cahier des charges, structurée et témoigne d'une bonne compréhension du sujet ;

3 points : la note de 3 est attribuée à une réponse qui est conforme au cahier des charges ;

2 points : la note 2 est attribuée à une réponse qui est conforme au cahier des charges mais avec des insuffisances ;

1 point : la note 1 est attribuée à une réponse qui aborde de manière succincte le sujet à traiter ;

0 point : la note 0 est attribuée à une réponse qui ne fournit pas d'informations utiles au jugement (sans pour autant que cette offre puisse être déclarée irrégulière).

Attention : pour le sous-critère « matériels proposés » des exigences minimales sont prévues, de telle sorte que les offres soumises qui n'atteignent pas la note minimum de 3 à ce sous-critère seront considérées comme inappropriée et exclues de l'évaluation ultérieure fondée tant sur les autres critères techniques que sur le prix. Le matériel proposé dans l'offre deviendra contractuel lors de la mise au point du marché.

La note brute du critère 1, sur 50 points, est obtenue par la somme des notes finales des sous-critères 1.1, 1.2, 1.3

Pour chaque sous-critère, la note brute est obtenue après application de la formule suivante :

(Note obtenue par le soumissionnaire du sous-critère / note maximale) X nombre de points maximum accordé au sous-critère.

☐ Note du sous-critère 1.1 = (Note obtenue par le soumissionnaire du sous-critère / 4) x 20 points

☐ Note du sous-critère 1.2 = (Note obtenue par le soumissionnaire du sous-critère / 4) x 20 points

☐ Note du sous-critère 1.3 = (Note obtenue par le soumissionnaire du sous-critère / 4) x 10 points

La note pondérée est obtenue en appliquant la pondération annoncée à la note brute.

5.4.2 Critère 2 : Prix

La note brute est obtenue en appliquant la formule suivante :

Note brute = (prix TTC le moins disant / prix TTC du candidat) * 50

La note pondérée est obtenue en appliquant la pondération annoncée à la note brute.

5.4.3 Note finale

La note finale du soumissionnaire est la somme des notes de chaque critère (note / 100 points).

5.5 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 6 mois à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que de besoin, le maître d'ouvrage peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, le maître d'ouvrage poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

6 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation du maître d'ouvrage, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le maître d'ouvrage qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande du maître d'ouvrage, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

Les attestations et certificats fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents les plus récents prouvant que votre société a satisfait à ses obligations fiscales et sociales devront être transmis.

6.1 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

6.2 Pièces complémentaires à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'acte d'engagement complété, daté et signé ;
- les attestations et certificats les plus récents délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté ministériel fixe la liste des administrations et organismes compétent ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat;
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement;
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques, si nécessaire);
- Le cas échéant, le questionnaire relatif à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et à la prévention de la discrimination ;
- Le cas échéant, l'attestation sur l'honneur « Russie » ;
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail);
- Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine ;
- Si le soumissionnaire a répondu par voie dématérialisée et dispose d'un numéro de SIRET, l'acheteur se procure directement ces attestations auprès des services concernés. En cas d'impossibilité de se les procurer, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail ;

6.3 Signature du marché

Le marché est signé de façon manuscrite ou par signature électronique par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement qui lui est adressé par le maître d'ouvrage.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE".

7 LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

8 CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de :

Tribunal administratif Cergy Pontoise
24 bd de l'Hautil BP 30322
95027 Cergy pontoise cedex
Pays: France
Adresse électronique: greffe.tacergypontoise@juradm.fr
Téléphone: 0130173400
Télécopieur: 0130173459

9 MODALITES DE SIGNATURE

La signature s'effectue par voie papier ou par voie électronique.

9.1 Signature manuscrite

La signature manuscrite des documents se déroule de la manière suivante :

En cas de signature manuscrite, merci, d'une part de faire apparaître sur le document les mentions suivantes : nom, prénom et qualité du signataire ainsi que la date de signature ; et d'autre part de nous transmettre le document numérisé en répondant à la présente consultation.

Une entreprise, ayant signé l'acte d'engagement de façon manuscrite, et qui serait déclarée attributaire du marché, sera invitée à nous transmettre l'original de l'acte d'engagement pour signature de l'acheteur.

9.2 Signature électronique

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électroniques peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

[Inclure texte à champ libre]

Article 10 – Annexes

Annexe 1 : Étiquette

Annexe 2 : Questionnaire relatif à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et à la prévention de la discrimination

Annexe 3 : Déclaration d'absence de participation russe

ÉTIQUETTE À COLLER – Annexe 1

Expéditeur :

RÉPONSE A LA CONSULTATION **SG-SAD3-045-24**

.....
.....
.....
.....

 : 01 40 81 83 28

**Objet : Travaux de réhabilitation et
d'amélioration des systèmes de protection
incendie, de traitement de l'air, de traitement
de l'eau et de GTB de la tour Séquoia.**

COPIE DE SAUVEGARDE

**CONFIDENTIEL – À N'OUVRIR QUE PAR LE
DESTINATAIRE**

Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique.

Secrétariat général

SG-DAF-SAS-SAD3 (22N50)

Grande Arche – paroi sud

92 055 La Défense cedex